



Conseil économique et social

Distr. générale
2 décembre 2015
Français
Original : arabe

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par l'Association Nationale Al Hidn, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

*Déclaration présentée par l'Association nationale Al-Hidn
à la soixantième session de la Commission de la condition de la femme*

L'Association nationale Al Hidn (Royaume du Maroc), dans l'attente de la soixantième session de la Commission de la condition de la femme, salue la Commission pour avoir choisi le thème de « l'autonomisation des femmes et le lien avec le développement durable » et l'examen de la question de « l'élimination et la prévention de la violence contre les femmes et les filles ».

L'Association nationale Al Hidn souligne la place centrale de l'être humain dans le développement et les dispositions contenues dans le Principe 1 de la Déclaration de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement adoptée par la Conférence des Nations Unies de 1992 qui stipule que « *les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable et qu'ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature* ».

Considérant que l'Association nationale Al Hidn a une prise de conscience prospective fondée sur son expérience concrète de la condition humaine, étant engagée à l'échelle nationale dans les efforts de développement durable par la sensibilisation des femmes et des familles et la lutte contre la vulnérabilité économique et sociale, elle affirme que le développement durable ne peut être réalisé que par la sensibilisation éducative et culturelle, l'indépendance d'opinion et de la prise de décision, l'équilibre et la stabilité structurelle de l'institution familiale qui construit l'être humain et enfin l'espace géographique dans lequel il évolue.

Attendu que l'Association nationale Al Hidn considère que la femme est l'un des principaux partenaires aux efforts de développement durable, elle souligne que le développement durable dépend de ce qui suit :

- La stabilité politique, l'appui à la légitimité locale et régionale, la protection de la personne dans le cadre de la légitimité internationale et des conventions internationales relatives aux droits de l'homme;
- La protection des droits humains et des familles, qui souffrent de la guerre, à la mobilité et l'asile politique, le droit de retour dans le cadre de la dignité, de la liberté et de la justice internationale;
- Inviter les Nations Unies et ses organismes à mettre en œuvre tous les mécanismes et lois de nature à garantir l'égalité et la justice dans l'accès à l'éducation, à la santé et aux services sociaux qui permettent le développement;
- Élaborer une Déclaration universelle des droits de la famille;
- Garantir le respect de la diversité culturelle, des différences ethniques et des spécificités culturelles dans l'élaboration des chartes et des lois;
- Permettre aux organisations de la société civile membres du Conseil économique et social de mettre leur expérience au service de ce Conseil, qui exploitera cette contribution dans l'élaboration de ses décisions;
- Diffuser la culture familiale dans les programmes scolaires et dans les programmes politiques et médiatiques des gouvernements et des États;

- Appeler la communauté internationale à protéger les personnes de la migration forcée et de la torture résultant de l'utilisation illégale des armes;
 - L'application du droit international pour punir les dirigeants qui utilisent les armes contre les populations.
-